Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 11 septembre 2019 de M. Eric Bertinat: «Allons-nous devoir supporter ce bruit et ces incivilités encore longtemps?»

TEXTE DE LA QUESTION

Les grues se voient de loin dans notre canton. A Genève, on a beaucoup construit au cours de ces dernières années (2500 logements depuis 2010) et on continue de le faire. Les nouveaux quartiers qui poussent autour des gares du Léman Express accueilleront encore 4500 logements supplémentaires. Qui dit nouveaux logements dit nouveaux locataires ou propriétaires. On considère ainsi qu'une habitation comporte environ 2,5 habitants, dont des familles avec des adolescents. Ces jeunes de 15-20 ans et un peu plus se retrouvent en bas des immeubles en été tout comme au printemps et en automne pour discuter, écouter de la musique et «débattre».

Nous avons tous été jeunes. A notre époque, comme on dit, on nous avait cependant inculqué la notion de respect. On ne traînait pas jusqu'à 3 h du matin sous les fenêtres de ceux qui travaillent toute la journée, on ne devait pas supporter l'odeur de fumette qui s'élève dans les airs depuis n'importe quel préau d'école, cycle d'orientation ou école supérieure et qui pénètre, lentement mais sûrement, dans nos appartements. On ne traînait pas nos baskets par terre sur le gravier et on ne hurlait pas des injures et des insultes à propos de sa mère ou d'autres personnages en pleine nuit. Dans tous les cas, on savait qu'à partir de 22 h, il fallait la mettre en sourdine. Aujourd'hui, l'article 17 du règlement sur la salubrité et la tranquillité publiques précise même qu'entre 21 h et 7 h, tout acte de nature à troubler la tranquillité nocturne, notamment le repos des habitants, est interdit.

Ces notions étant apparemment inconnues de cette jeune population majoritairement venue d'ailleurs, il convient sans aucun doute de lui enseigner le b.a.-ba du savoir-vivre et du respect de la tranquillité publique.

Ma question s'adresse à M. le conseiller administratif Guillaume Barazzone, magistrat en charge du département de l'environnement urbain et de la sécurité: lui serait-il possible de mettre sur pied des campagnes de sensibilisation sur ce sujet basique mais apparemment mal compris de certains habitants de notre ville, et d'introduire des cours dans les maisons de quartier, les associations de jeunes ainsi qu'éventuellement dans les écoles, afin de rappeler à cette jeune et nouvelle population les règles les plus élémentaires du «vivre-ensemble» et d'ainsi commencer sérieusement à l'intégrer?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

L'auteur de la question écrite QE-532 souhaite que le DEUS mette sur pied des campagnes de sensibilisation sur le respect et introduise des cours sur cette problématique dans les maisons de quartier pour la nouvelle population de jeunes.

Conformément à la loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux et les gardes auxiliaires des communes (LAPM), les agent-e-s de la police municipale (APM) sont chargés en priorité de la sécurité de proximité, soit de la prévention des incivilités et de la délinquance, par une présence régulière et visible sur le terrain de jour comme de nuit (article 5).

C'est pour cette raison que les APM luttent activement contre les nuisances sonores. Lors de leurs patrouilles, ces derniers ont entre autres pour mission de faire respecter les dispositions relatives à la salubrité et la tranquillité publiques et évacuent systématiquement les personnes qui ne s'y conforment pas, notamment dans les préaux d'école, où la présence des APM est particulièrement visible.

Les APM interviennent également sur réquisition de la population jusqu'à minuit ou 3 h les jeudis, vendredis et samedis.

Concernant la prévention, le Service de la police municipale organise chaque année, depuis 2016, des séances d'information dans les classes de 7P.

L'objectif poursuivi par les APM, lors de leurs passages dans les classes, est de nouer un dialogue avec ces pré-adolescent-e-s, âgés en moyenne de 12 ans et capables de comprendre le champ d'action de la police municipale. Ils sont plus particulièrement sensibilisés à la notion de «respect», du «bien vivre ensemble» et aux compétences déployées au quotidien par les APM en faveur des habitant-e-s de leur quartier.

Les retours relatifs à ces séances d'animation sont très positifs.

Au niveau des écoles, la commune ne peut pas intervenir sur le contenu des cours donnés par le Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) et qui sont définis dans le plan d'étude romand (PER).

En revanche, le Service des écoles et institutions pour l'enfance travaille, quand les écoles en font la demande via les budgets participatifs, sur les notions de vivre ensemble et de respect.

En outre, un projet pilote est actuellement mené avec le Service de la jeunesse concernant le nettoyage des préaux le week-end. Deux jeunes, suivis par des travailleuses sociales et travailleurs sociaux hors murs (TSHM), collaborent avec deux membres du personnel du Service des écoles et institutions pour l'enfance les samedis et dimanches de 7 h à 11 h pour nettoyer les préaux et accueillir les personnes qui ont loué des salles.

Les maisons de quartier ont pour mission de développer l'animation socio-culturelle dans les quartiers et ainsi de contribuer à la cohésion sociale. Elles s'adressent à tous les publics et ont pour principe de base la libre adhésion. Sur une année, elles proposent en Ville de Genève plus de 6500 heures d'animations destinées aux adolescent-e-s (accueils, sorties, camps, petits jobs, etc.).

Afin de tisser des liens de confiance avec le public et les jeunes en particulier, il est nécessaire qu'ils se sentent libres de participer. Ce mode de travail est le mieux à même de répondre aux besoins des jeunes selon les animatrices et animateurs socioculturel-le-s.

Il est de ce fait difficilement envisageable d'organiser des cours de sensibilisation dans ce cadre. Une formation telle que proposée trouverait davantage sa place dans le cadre éducatif assuré par le DIP. C'est également la seule formule qui permette d'accéder à tous les jeunes jusqu'à 18 ans.

Par ses actions et celles de ses partenaires, le Service de la jeunesse contribue néanmoins au bien vivre ensemble. Concrètement, les TSHM accompagnent de nombreux jeunes dans leurs projets. Ils et elles mettent à disposition 30 locaux en gestion accompagnée et 18 salles de sport en accueil libre, tandis qu'une équipe encadre encore les usagères et usagers du skatepark de Plainpalais. Les maisons de quartier font quant à elles un travail sur le long terme avec les familles qui permet de tisser des liens entre les différents publics et les générations.

Le Service de la jeunesse soutient également les actions de différentes associations actives dans le champ de la prévention telles que Nuit blanche (réduction des risques liés à la consommation de substances psychoactives, en milieu festif et pendant différentes manifestations). Les professionnel-le-s de la jeunesse collaborent aussi activement avec les APM.

Au nom du Conseil administratif

Le conseiller administratif:
Guillaume Barazzone

La vice-présidente:
Esther Alder